

J'ai ici une coupure du *Globe and Mail* du 31 mars qui reproduit une dépêche de Madrid. La voici:

Le gouvernement espagnol a fait connaître les détails d'une nouvelle loi anti-inflationniste visant à réglementer les investissements des secteurs privé et public et à les orienter vers des domaines utiles à la nation.

Nous pensons qu'à notre époque l'idée de diriger les mouvements des capitaux de manière à satisfaire aux besoins sociaux de la nation aussi bien qu'à ses besoins industriels finira par être acceptée et qu'on y verra l'une des responsabilités des gouvernements.

La situation confuse sur le marché de l'argent a causé quelque inquiétude à nos voisins du Sud. Notre gouvernement nous dit que tout va bien. Or, dans un article de la *Gazette* du 11 mars, je trouve l'alinéa suivant:

Le fiasco de 1958 a été la pire débâcle de toute l'histoire du financement public aux États-Unis. Des milliers d'épargnants ont perdu de l'argent. Le marché des obligations de l'État, désorienté, n'a pas encore regagné la confiance du public.

Chez nos voisins du Sud, on fait des enquêtes officielles afin de savoir ce qu'il y aurait lieu de faire pour faire renaître la confiance du public dans les obligations de l'État. Il y a ici au pouvoir un gouvernement qui ne reconnaît pas la gravité de la situation et qui nous dit que nous devons accepter la vieille loi de l'offre et de la demande, telle qu'elle joue sur le marché des capitaux, en ce qui concerne nos besoins sur le plan social.

Le gouvernement en outre n'a pas renseigné complètement le Parlement ni l'opinion sur le sens que revêtent les prévisions relatives aux investissements pour 1959. En étudiant les données statistiques, nous constatons que les investissements sont inférieurs de 3 p. 100, en comparaison du niveau de 1958. Permettez-moi de me reporter à un article de M. John Meyer, rédacteur financier de la *Gazette*. En date du 9 mars dernier, il se lit ainsi qu'il suit:

Les investissements de 8,321 millions de dollars que prévoit le ministère du Commerce pour cette année, en se fondant sur les prévisions qui lui ont été transmises au début de l'année, sont inférieurs de 1.1 p. 100 au chiffre de l'an dernier. Les prix ont augmenté de 2 p. 100 au cours des douze derniers mois. D'après les valeurs de 1958, les investissements projetés seront donc inférieurs d'un peu plus de 3 p. 100 à ceux de 1958.

Cet article passe sous silence l'accroissement constant de la population canadienne et si nous tenons compte de la population croissante, nous constaterons que la situation véritable, en ce qui concerne le maintien des mises de fonds et l'expansion de l'économie canadienne, est encore pire que l'indique l'article.

Pour ce qui est des marchés, on nous assure de nouveau que tout va très bien et que nous

[M. Regier.]

n'avons pas lieu de trop nous inquiéter. Le ministre tient toujours à parler de ce qui se passe au sud de la frontière et comment cela peut influer sur le Canada. J'aimerais porter à sa connaissance un article paru dans le *Globe and Mail* du 12 mars 1959, dû à la plume de M. Richard E. Mooney, du service du *Times* de New-York. Voici en partie ce que dit M. Mooney:

De façon générale, on conclut ici...

Il veut parler de Washington.

...que la situation dans le monde s'est rétablie. L'Europe a retrouvé son esprit de concurrence d'avant-guerre, et les pays sous-développés remontent la pente. Ces deux résultats étaient depuis longtemps les objectifs de la politique étrangère des États-Unis, et pour les atteindre, des milliards de dollars ont été dépensés. D'après l'opinion qui a cours ici, il en résulte que les producteurs américains ne peuvent plus dominer le marché mondial aussi facilement que pendant les premières années d'après-guerre.

Je crois que le gouvernement s'en est rendu compte lorsqu'il s'est aperçu que sa décision de détourner vers le Commonwealth britannique 15 p. 100 de nos importations en provenance des États-Unis n'était pas aussi facile à accomplir, comme il l'avait promis durant les élections. Notre marché intérieur est en régression. On a parlé il y a quelque temps des ventes de détail; j'ai ici des chiffres qui indiquent ce qui se passe dans le commerce de détail.

D'après un rapport du Bureau fédéral de la statistique paru en février dernier, les ventes au détail se sont élevées à \$1,235,500,000 en 1957 et à \$1,271,000,000 en 1958, accusant un accroissement de 2.9 p. 100. Si nous rattachons cet accroissement à la hausse de 2.6 p. 100 de l'indice des prix pour la même période, ainsi qu'à l'accroissement de 2.3 p. 100 de la population, nous constatons que le chiffre des ventes au détail par personne en 1958 a été bien inférieur à celui de 1957. Nous ne perdons pas seulement nos marchés à l'étranger, mais nous perdons notre marché intérieur, même si l'on peut citer des chiffres à l'appui de la thèse contraire. Compte tenu du changement de la puissance d'achat de l'argent ainsi que de l'accroissement de la population du Canada, nous constatons que nous sommes en pleine régression économique et non pas en train d'en sortir. Le gouvernement ne propose aucune mesure pour remédier à la situation.

En ce qui concerne le chômage, le gouvernement nous prodigue les données statistiques de la Commission d'assurance-chômage afin de tenter de prouver que le chômage est à la baisse. Cela me rappelle un peu l'expression: "raisonnement faible, crier à tue-tête". C'est la thèse soutenue durant la campagne électorale où l'on nous a assurés dans